

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE
31 décembre 2009



DES PROGICIELS, DES RESSOURCES, UNE COMPAGNIE... EN SANTÉ

 Logibec

ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS
pour les trimestres terminés les 31 décembre
(non vérifiés)

*en milliers de dollars canadiens,
 sauf les données par action*

	2009	2008
	trimestre	trimestre
	\$	\$
Produits	17 883	18 764
Charges d'exploitation		
Coût des services	8 053	8 738
Frais de vente et d'administration	3 433	3 768
	11 486	12 506
Bénéfice avant les éléments suivants	6 397	6 258
Amortissement des actifs incorporels et autres actifs à long terme	2 377	2 648
Amortissement des immobilisations	252	561
Perte sur disposition d'actifs (note 3)	74	-
Provision pour fermeture de bureaux (note 3)	422	-
Frais (produits) financiers	404	(284)
	3 529	2 925
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	2 868	3 333
Impôts sur les bénéfices	868	1 009
Bénéfice net	2 000	2 324
Bénéfice net par action (note 6)		
De base	0,22	0,24
Dilué	0,22	0,24
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (note 6)		
De base	9 195 510	9 537 073
Dilué	9 258 352	9 580 701

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT ÉTENDU
pour les trimestres terminés les 31 décembre
(non vérifiés)

<i>en milliers de dollars canadiens</i>	2009	2008
	trimestre	trimestre
	\$	\$
Bénéfice net	2 000	2 324
Gains (pertes) non réalisés découlant de la conversion des états financiers des filiales étrangères autonomes	(1 495)	12 043
Résultat étendu	505	14 367

ÉTATS CONSOLIDÉS DU CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU
pour les trimestres terminés les 31 décembre
(non vérifiés)

<i>en milliers de dollars canadiens</i>	2009	2008
	trimestre	trimestre
	\$	\$
Solde au début	(323)	(1 078)
Gains (pertes) non réalisés découlant de la conversion des états financiers des filiales étrangères autonomes	(1 495)	12 043
Solde à la fin	(1 818)	10 965

ÉTATS CONSOLIDÉS DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS
pour les trimestres terminés les 31 décembre
(non vérifiés)

<i>en milliers de dollars canadiens</i>	2009	2008
	trimestre	trimestre
	\$	\$
Bénéfices non répartis au début	23 731	18 019
Bénéfice net	2 000	2 324
	25 731	20 343
Prime au rachat d'actions ordinaires (note 5)	(1 455)	(1 319)
Bénéfices non répartis à la fin	24 276	19 024

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

**BILANS CONSOLIDÉS
(non vérifiés)**

<i>en milliers de dollars canadiens</i>	31 décembre 2009	30 septembre 2009
	\$	\$
Actif		
À court terme		
Trésorerie	1 180	1 493
Débiteurs	5 791	6 965
Crédits d'impôt remboursables (note 2)	2 826	2 463
Impôts futurs	763	771
Autres actifs à court terme	4 204	4 518
	14 764	16 210
Immobilisations	3 941	3 924
Écart d'acquisition	63 771	64 833
Actifs incorporels et autres actifs à long terme	43 387	45 861
	125 863	130 828
Passif		
À court terme		
Créditeurs et charges à payer	7 492	8 997
Impôts sur les bénéfices	1 510	1 107
Impôts futurs	450	450
Tranche à court terme de la dette à long terme (note 4)	8 210	5 613
	17 662	16 167
Produits reportés	13 837	19 614
	31 499	35 781
Produits reportés à long terme	6 873	7 357
Dette à long terme (note 4)	15 537	14 231
Impôts futurs	2 537	2 533
	56 446	59 902
Capitaux propres		
Capital-actions (note 5)	46 485	47 044
Surplus d'apport	474	474
Bénéfices non répartis	24 276	23 731
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(1 818)	(323)
	22 458	23 408
	69 417	70 926
	125 863	130 828

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE
pour les trimestres terminés les 31 décembre
(non vérifiés)

<i>en milliers de dollars canadiens</i>	2009	2008
	trimestre	trimestre
	\$	\$
Activités d'exploitation		
Bénéfice net	2,000	2,324
Ajustements pour :		
Amortissement des actifs incorporels et autres actifs à long terme	2,377	2,648
Amortissement des immobilisations	252	561
Amortissement des frais de financement reportés	37	21
Gain sur la juste valeur des contrats de change	(110)	-
Gain sur règlement anticipé d'un billet à ordre	-	(91)
Perte non-matérialisée sur placement détenu pour fin de transactions	181	-
Perte sur disposition d'actifs	74	-
Provision pour fermeture de bureaux	422	-
	5,233	5,463
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement d'exploitation	(6,607)	(5,321)
	(1,374)	142
Activités d'investissement		
Acquisitions d'entreprises	-	(2,547)
Acquisition de placements	-	(1,186)
Acquisition d'immobilisations	(374)	(409)
Augmentation des actifs incorporels et autres actifs à long terme	(572)	(930)
	(946)	(5,072)
Activités de financement		
Augmentation de la dette à long terme	4,000	11,000
Remboursement de la dette à long terme	-	(1,769)
Rachat d'actions ordinaires	(2,014)	(5,440)
	1,986	3,791
Incidence des variations du taux de change sur la trésorerie libellée en monnaie étrangère	21	(415)
Diminution de la trésorerie	(313)	(1,554)
Trésorerie au début	1,493	3,184
Trésorerie à la fin	1,180	1,630

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2009

(non vérifiés)

Avis de non-examen des états financiers consolidés intermédiaires

Les états financiers consolidés intermédiaires sont la responsabilité de la direction de la Société et ont été approuvés par son conseil d'administration. Les vérificateurs indépendants de la Société n'ont pas effectué un examen de ces états financiers consolidés intermédiaires conformément aux normes établies par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) pour un examen d'états financiers intermédiaires par le vérificateur de l'entité.

1. Principales conventions comptables

Les états financiers intermédiaires consolidés pour les périodes de trois mois terminées les 31 décembre 2009 et 2008 sont non vérifiés et comprennent tous les ajustements que la direction juge nécessaires à une présentation fidèle de la situation financière de la Société, des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie. La présentation d'information par voie de note dans ces états financiers intermédiaires consolidés n'est pas entièrement conforme, à tous les égards, aux principes comptables généralement reconnus du Canada (« PCGR ») pour les états financiers annuels consolidés. Ainsi, les états financiers intermédiaires consolidés doivent être lus conjointement avec les états financiers annuels consolidés de la Société de l'exercice terminé le 30 septembre 2009. Ces états financiers intermédiaires consolidés ont été préparés en utilisant les mêmes conventions comptables que celles des états financiers annuels consolidés de l'exercice terminé le 30 septembre 2009. Ces états financiers consolidés intermédiaires exigent que la direction procède à des estimations et établisse des hypothèses qui ont des répercussions sur les montants présentés dans les états financiers consolidés et les notes afférentes. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Adoption de nouvelles conventions comptables

La convention comptable suivante a été adoptée par la Société le 1^{er} octobre 2008 et a eu une incidence sur les états financiers :

Écarts d'acquisition et actifs incorporels

En février 2008, l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) a publié le chapitre 3064, *Écarts d'acquisition et actifs incorporels*, lequel remplace les chapitres 3062, *Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels*, et 3450, *Frais de recherche et de développement*. Diverses modifications ont été apportées à d'autres chapitres du Manuel de l'ICCA pour des raisons de cohésion. Le chapitre 3064 établit les normes de constatation, de mesure et de présentation des actifs incorporels. Les modifications proposées précisent que seuls les coûts associés à un élément répondant à la définition d'un actif peuvent être reportés. Le concept de rattachement des charges aux produits ne demeure approprié que pour répartir le coût d'un actif sur les diverses périodes où il est consommé pour générer des produits. Les normes relatives aux écarts d'acquisition sont les mêmes que celles décrites au chapitre 3062. Par conséquent, la Société comptabilise maintenant certaines dépenses engagées à titre de frais généraux comme charges plutôt qu'à titre d'actifs incorporels. L'impact de l'adoption du chapitre 3064 sur les états financiers de l'exercice 2009 était non significatif et a donc été reflété intégralement au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2009. Si l'impact de l'adoption du chapitre 3064 avait été reflété sur chacun des trimestres de l'exercice 2009, le bénéfice avant impôt pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2008 aurait été moindre de 25 000 \$.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
Pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2009
(non vérifiés)

1. Principales conventions comptables (suite)

Modifications comptables futures

En décembre 2009, l'ICCA a publié l'abrégé 175 des délibérations du Comité sur les problèmes nouveaux (CPN-175), *Accords de prestations multiples générateurs de produits*, qui modifie le CPN-142, *Accords de prestations multiples générateurs de produits*. Le CPN-175 établit les lignes directrices sur certains aspects de la comptabilisation des accords en vertu desquels la Société exécutera de multiples activités génératrices de produits. En vertu de ce nouvel abrégé, en l'absence d'une preuve émanant d'un fournisseur ou d'une preuve émanant d'un tiers à l'égard des prestations aux termes d'un accord, il sera nécessaire d'utiliser la meilleure estimation du prix de vente afin de séparer les prestations et de répartir la contrepartie liée à l'accord au moyen de la méthode du prix de vente relatif. Le CPN-175 comprend également de nouvelles exigences de présentation quant à l'incidence de l'application de la méthode du prix de vente relatif sur le moment et le montant de la constatation des produits. Le CPN-175 est applicable de façon prospective, mais peut être adopté de façon rétrospective, et s'applique aux accords de prestations générateurs de produits qui seront conclus ou modifiés significativement au cours de l'exercice qui débutera le 1^{er} octobre 2011. L'adoption anticipée est également permise, mais si elle a lieu au cours d'une période intermédiaire, elle nécessite une application rétrospective depuis le début de l'exercice. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption du CPN-175 sur les états financiers de la Société.

Normes internationales d'information financière (IFRS)

En février 2008, le Conseil des normes comptables (CNC) a confirmé que les PCGR du Canada pour les entités ayant une obligation publique de rendre des comptes seront remplacés par les IFRS avec prise d'effet au cours de l'année civile 2011. Le basculement vers les IFRS sera exigé, pour la Société, pour les états financiers intermédiaires et annuels ouverts à compter du 1^{er} octobre 2011. Les IFRS utilisent un cadre conceptuel semblable à celui des PCGR du Canada, mais comptent des différences importantes en matière de constatation, de mesure et d'informations à fournir. La Société a créé une équipe de planification et de transition aux IFRS. Cette équipe rend compte périodiquement au Comité de vérification qui supervise l'effort de transition aux IFRS au nom du Conseil d'administration. La Société est assistée par des conseillers externes au besoin. Le projet de mise en œuvre est composé de trois phases principales :

1. L'évaluation préliminaire – Cette phase consiste à réaliser une évaluation sommaire pour identifier les sections des états financiers qui seront les plus touchées par la transition aux IFRS. De cette phase résulte une liste des impacts IFRS par ordre de priorité comprenant une évaluation de la durée et de la complexité des efforts de transition nécessaires aux phases ultérieures.
2. L'analyse d'impact, d'évaluation et de conception – Cette phase consiste à faire l'inventaire, par ordre de priorité, des changements aux politiques comptables existantes, aux systèmes d'information et aux processus d'affaires nécessaires pour effectuer la transition aux IFRS.
3. Mise en œuvre et révision – Cette phase comprend l'exécution des modifications aux systèmes d'information et aux processus d'affaires, l'approbation formelle des changements aux politiques comptables et la formation afin de collecter l'information nécessaire pour préparer des états financiers conformes aux IFRS.

La Société a complété l'évaluation préliminaire au cours de l'exercice 2009 et procède actuellement à l'analyse d'impact, d'évaluation et de conception. Le projet de conversion se déroule conformément au plan établi et la Société s'attend à rencontrer la date butoir pour la migration vers les IFRS.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2009

(non vérifiés)

2. Crédits d'impôt remboursables

La Société détient des attestations d'admissibilité aux programmes de la Cité du Multimédia et au Centre national des nouvelles technologies de Québec (CNNTQ). Ces programmes mis en place par le gouvernement du Québec visent à aider les entreprises exerçant leurs activités dans le domaine de l'informatique et du multimédia et permettent de réclamer un crédit d'impôt remboursable égal à 40 % des salaires versés aux employés affectés aux activités de développement de nouvelles technologies jusqu'à concurrence de 15 000 \$ par employé admissible.

	Trimestre 31 décembre 2009	Trimestre 31 décembre 2008
<i>en milliers de dollars canadiens</i>	\$	\$
Crédits d'impôt portés en réduction du coût des services	312	219
Crédits d'impôt portés en réduction des frais capitalisés liés au développement de la technologie	66	115
	378	334

Pour obtenir ces crédits d'impôt remboursables, la Société doit respecter certaines conditions et renouveler annuellement son certificat d'admissibilité auprès du gouvernement du Québec. Si la Société manque à ses obligations définies en vertu de ces programmes de crédits d'impôt, elle peut être tenue de rembourser les crédits d'impôt obtenus. Au 31 décembre 2009, aucun passif n'a été enregistré pour cette éventualité.

3. Fermeture de bureaux

Le 30 décembre 2009, la Société a fermé deux de ses cinq bureaux américains, soit ceux de Smithfield en Virginie et Tampa en Floride le 30 décembre 2009 pour améliorer son efficacité opérationnelle. Les activités de développement et de service à la clientèle de ces deux bureaux ont été transférées aux autres bureaux américains existants. Les coûts liés à la fermeture de ces bureaux totalisent 496 000 \$, dont 74 000 \$ (70 000 \$ US) reliés à la radiation d'améliorations locatives et d'ameublement et 422 000 \$ (400 000 \$ US) surtout à titre de loyers futurs et autres frais reliés aux fermetures.

4. Dette à long terme

	Échéance	Au 31 décembre 2009	Au 30 septembre 2009
<i>en milliers de dollars canadiens</i>		\$	\$
Ententes de facilités de crédit canadiennes	2012	18 500	14 500
Billet à ordre de 5 242 000 \$ US	2010	5 510	5 613
		24 010	20 113
Tranche à court terme		(8 210)	(5 613)
		15 800	14 500
Frais de financement reportés		(263)	(269)
		15 537	14 231

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
 Pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2009
 (non vérifiés)

5. Capital-actions

<i>en milliers de dollars canadiens</i>	Nombre	Valeur comptable \$
Solde au 30 septembre 2008	9 580 024	48 821
Rachetées et annulées	(348 655)	(1 777)
Solde au 30 septembre 2009	9 231 369	47 044
Rachetées et annulées	(109 600)	(559)
Solde au 31 décembre 2009	9 121 769	46 485

Rachat et annulation

Selon les termes du programme de rachat d'actions dans le cours normal des activités, la Société était autorisée à racheter pour annulation jusqu'à 472 189 actions ordinaires (soit approximativement 5 % des actions ordinaires en circulation) au cours de la période de douze mois se terminant le 12 février 2010. Au cours du trimestre terminé le 31 décembre 2009, 109 600 actions ordinaires ont été rachetées et annulées pour une contrepartie en espèces de 2 014 000 \$, portant le nombre d'actions acquises à 322 014. L'excédent de 1 455 000 \$ entre la juste valeur des actions acquises et leur valeur au livre a été comptabilisé en diminution des bénéfices non répartis.

Options d'achat d'actions

Au 30 septembre 2009 et au 31 décembre 2009, 134 000 options d'achat d'actions étaient émises et en circulation et pouvaient être levées à un prix de 9,84 \$. Ces options viennent à échéance le 31 mars 2010.

6. Bénéfice par action

Le tableau suivant présente un rapprochement entre le bénéfice de base par action et le bénéfice dilué par action :

	Trimestre terminé le 31 décembre	
	2009	2008
Bénéfice net	2 000 000 \$	2 324 000 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation	9 195 510	9 537 073
Effet de dilution des options d'achat d'actions	62 842	43 628
Nombre moyen dilué d'actions ordinaires en circulation	9 258 352	9 580 701
Bénéfice net par action		
De base	0,22 \$	0,24 \$
Dilué	0,22 \$	0,24 \$

Toutes les options d'achat d'actions octroyées et en circulation avaient un effet dilutif au cours des trimestres présentés ci-dessus.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2009

(non vérifiés)

7. Informations concernant le capital

Dans ses opérations de gestion du capital, la Société a comme objectifs de :

- maintenir une souplesse financière afin de préserver sa capacité de respecter ses engagements financiers, incluant des obligations potentielles découlant d'acquisitions additionnelles;
- maintenir une structure du capital permettant à la Société de privilégier le financement de sa stratégie de croissance avec les flux de trésorerie de ses activités d'exploitation et sa capacité d'endettement; et
- optimiser l'utilisation de son capital afin d'offrir à ses actionnaires un bon rendement sur leur investissement.

La Société définit son capital comme les capitaux propres, la dette à long terme et la trésorerie.

La stratégie financière de la Société est élaborée et adaptée en fonction des conditions de marché afin de maintenir une structure de capital flexible et conforme aux objectifs indiqués ci-dessus et de répondre aux caractéristiques des risques liés aux actifs sous-jacents. Dans le but de maintenir ou d'ajuster sa structure du capital, la Société peut refinancer une dette existante, mettre en place de nouveaux emprunts, racheter des actions aux fins d'annulation conformément à des offres publiques de rachat d'actions dans le cours normal des activités ou encore émettre de nouvelles actions.

La Société a établi des critères de maintien d'une saine gestion financière. Ces mesures de capital sont analysées périodiquement et comprennent principalement les ratios suivants :

- ratio de l'endettement net total sur le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements (BAIIA); et
- ratio de l'endettement net total sur la capitalisation totale.

L'endettement net total, une mesure non définie par les PCGR, est la somme de la dette à long terme (incluant la partie à court terme), déduction faite de la trésorerie.

Le BAIIA, une mesure non définie par les PCGR, est la somme du bénéfice net plus les intérêts sur la dette et les soldes de prix d'achat, les autres intérêts ou produits, les impôts sur les bénéfices, l'amortissement des immobilisations et l'amortissement des actifs incorporels et autres actifs à long terme.

La capitalisation totale, une mesure non définie par les PCGR, est la somme de l'endettement net total et des capitaux propres.

La stratégie et les objectifs financiers de la Société décrits précédemment sont restés essentiellement les mêmes depuis la fin de l'exercice précédent. Ces objectifs et cette stratégie sont revus annuellement. La Société est d'avis que ses ratios actuels sont satisfaisants, étant donné la taille de la Société, ses objectifs de gestion du capital et sa stratégie de croissance.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2009

(non vérifiés)

7. Informations concernant le capital (suite)

La Société est liée également par des engagements financiers relativement à ses facilités de crédit, lesquels sont mesurés sur une base trimestrielle. Ces ratios sont les suivants :

Engagements	Ratio
Endettement net total sur le BAIIA	Moins que 3,00 : 1
Endettement net total sur la capitalisation totale	Moins que 55 %
Couverture des frais fixes	Plus que 1,20 : 1

Le tableau suivant illustre les mesures financières utilisées par la Société et calculées sur une période de douze mois terminée le 31 décembre 2009 par rapport à l'exercice financier 2009.

	31 décembre 2009	30 septembre 2009
<i>en milliers de dollars canadiens</i>	\$	\$
Dette à long terme, avec la tranche à court terme	18 500	14 500
Solde de prix d'achat de filiales, avec la tranche à court terme	5 510	5 613
Moins : Trésorerie	(1 180)	(1 493)
Endettement net total	22 830	18 620
Bénéfice net	9 929	10 252
Plus :		
Impôts sur les bénéfices	4 294	4 435
Frais d'intérêts sur la dette à long terme	1 115	1 416
Produits d'intérêts	(40)	(41)
Perte (gain) de change	16	(800)
Provision pour fermeture de bureaux	422	-
Perte non matérialisée sur la juste valeur d'un placement	2	(84)
Perte sur cession d'immobilisations	92	18
Amortissement des actifs incorporels et autres actifs à long terme	10 429	10 700
Amortissement des immobilisations	1 330	1 639
BAIIA	27 589	27 535
BAIIA	27 589	27 535
Moins :		
Frais de développement reportés, incluant crédits d'impôt	(2 408)	(2 710)
Acquisition d'immobilisations	(1 212)	(1 247)
Impôts payés	(4 432)	(4 432)
BAIIA net	19 537	19 146
Frais d'intérêts de la dette à long terme	1 115	1 416
Tranche à court terme de la dette à long terme	8 210	5 613
Frais fixes	9 325	7 029

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2009

(non vérifiés)

7. Informations concernant le capital (suite)

	31 décembre 2009	30 septembre 2009
<i>en milliers de dollars canadiens</i>	\$	\$
Endettement net total	22 830	18 620
BAIIA	27 589	27 535
Ratio de l'endettement net total sur le BAIIA	0,83 : 1	0,68 : 1
Endettement net total	22 830	18 620
Capitalisation totale	92 247	89 546
Ratio de l'endettement net total sur la capitalisation totale	24,7 %	20,8 %
BAIIA net	19 537	19 146
Frais fixes	9 325	7 029
Couverture des frais fixes	2,10 : 1	2,72 : 1

La Société respecte tous ses engagements financiers au 31 décembre 2009.

8. Instruments financiers

Politique de gestion des risques

La Société, par l'intermédiaire de ses actifs et passifs financiers, est exposée à divers risques. L'analyse suivante fournit une évaluation des risques à la date du bilan, soit au 31 décembre 2009. Les actifs et passifs financiers de la Société sont la trésorerie, les débiteurs, le placement, les contrats de change, les créditeurs et charges à payer et la dette à long terme.

Juste valeur

Aux 31 décembre 2009 et 30 septembre 2009, la juste valeur de la trésorerie, des débiteurs, des contrats de change ainsi que des créditeurs et charges à payer était comparable à leur valeur comptable en raison de leur échéance prochaine. Malgré les baisses soutenues de taux d'intérêt observées au cours de l'exercice, la juste valeur de la dette à long terme ne diffère pas de façon importante de sa valeur aux livres en date du 31 décembre 2009 en raison du resserrement des critères des institutions financières pour accorder du nouveau crédit. Le risque de crédit propre à la Société et le risque de crédit de la contrepartie sont pris en compte dans la détermination de la juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers, y compris les instruments dérivés.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
 Pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2009
 (non vérifiés)

8. Instruments financiers (suite)

Risque de crédit

Le risque de crédit de la Société est principalement attribuable à ses comptes débiteurs. Les montants figurant au bilan sont présentés déduction faite de la provision pour créances douteuses, estimée par la direction de la Société selon l'expérience passée et son évaluation de l'environnement économique actuel. La Société est d'avis que le risque de crédit des comptes débiteurs est limité en raison des éléments suivants :

- Une forte proportion des contrats de service sont payés annuellement d'avance ou par paiements préautorisés;
- Les clients canadiens sont presque exclusivement financés par le gouvernement;
- Pour le secteur américain, le bassin de clientèle est vaste et diversifié géographiquement. De plus, le niveau de crédit de chaque client est suivi régulièrement;
- Le niveau des créances américaines de plus de 90 jours a subi une réduction significative depuis 15 mois.

	31 décembre 2009	30 septembre 2009
<i>en milliers de dollars canadiens</i>	\$	\$
Solde des débiteurs canadiens	1 775	2 631
Solde des débiteurs américains	4 016	4 334
	5 791	6 965

L'âge consolidé des débiteurs de la Société est comme suit :

	Comptes courants	Comptes de plus de			Provision pour	Total
		30 jours	60 jours	90 jours	créances douteuses	
<i>en milliers de dollars canadiens</i>	\$	\$	\$	\$	\$	\$
31 déc. 2009	3 214	951	821	1 349	(544)	5 791
30 sept. 2009	3 836	1 066	558	2 051	(546)	6 965

La continuité de la provision consolidée pour créances douteuses de la Société se présente comme suit :

	Trimestre terminé le 31 décembre 2009	Exercice terminé le 30 septembre 2009
<i>en milliers de dollars canadiens</i>	\$	\$
Solde au début	546	1 168
Provision pour pertes sur créances	53	4
Radiation	(55)	(626)
Solde à la fin	544	546

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2009

(non vérifiés)

8. Instruments financiers (suite)

Risques de liquidité

Les risques de liquidité sont les risques que la Société ne soit pas en mesure de faire face à ses obligations financières aux moments requis ou ne puisse le faire qu'à des coûts excessifs. La Société finance sa croissance en combinant les flux de trésorerie provenant de ses activités d'exploitation, l'utilisation de ses facilités de crédit et l'émission d'actions. L'un des principaux objectifs financiers de la direction est de maintenir un niveau optimal de liquidités en gérant activement les actifs, les passifs et les flux de trésorerie. Compte tenu des ressources liquides dont la Société dispose, en relation avec les moments auxquels les paiements des obligations sont dus, la direction estime que les risques de liquidité auxquels la Société est exposée sont faibles.

Risque de change

La Société est exposée à la variation du taux de change du dollar américain. Le tableau qui suit présente la sensibilité du bénéfice net, sur l'année suivant le 31 décembre 2009 et le 30 septembre 2009, à une appréciation de 20 % du dollar américain par rapport au dollar canadien. L'analyse de sensibilité comprend des éléments monétaires libellés en dollars américains et tient compte du redressement de leur écart de conversion, à la fin de la période, en fonction d'une telle variation du taux de change.

Incidence de la variation du taux de change du dollar américain		
	31 décembre 2009	30 septembre 2009
<i>en milliers de dollars canadiens</i>	\$	\$
Gain de change après impôts à l'état des résultats	397	560

Une dépréciation de 20 % du dollar américain par rapport au dollar canadien aurait l'incidence contraire sur le bénéfice net de la Société.

Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée à des risques de taux d'intérêt sur sa dette à long terme et n'a pas recours à des instruments financiers visant à atténuer ce risque. La direction ne croit pas que les variations de taux d'intérêt auraient une incidence importante car la Société compte rembourser une portion significative de sa dette à long terme au cours des douze prochains mois à même les flux de trésorerie tirés de ses activités d'exploitation.

Le tableau qui suit présente la sensibilité du bénéfice net, sur l'année suivant le 31 décembre 2009 et le 30 septembre 2009, à une augmentation de cent points de base du taux d'intérêt applicable aux facilités de crédit de la Société.

Incidence de la variation du taux d'intérêt		
	31 décembre 2009	30 septembre 2009
<i>en milliers de dollars canadiens</i>	\$	\$
Charge d'intérêt supplémentaire après impôts à l'état des résultats	126	99

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2009
(non vérifiés)

9. Information sectorielle

Les activités de la Société se divisent en deux secteurs qui sont définis autant par la géographie que par la nature du marché. Le secteur d'exploitation canadien comprend le développement, la commercialisation, l'implantation et le support de systèmes d'information du secteur de la santé et des services sociaux du Canada. Le secteur de la santé au Canada est financé par l'État et administré sur une base provinciale ou territoriale. Par conséquent, les clients canadiens de la Société sont à prédominance des organismes publics.

Le secteur d'exploitation américain comprend les mêmes activités, mais vise le secteur des soins de santé aux personnes âgées aux États-Unis. Ce secteur est largement administré par des instances privées. Les clients américains se divisent en organismes sans but lucratif et en sociétés à but lucratif.

	Trimestre terminé le					
	31 décembre 2009			31 décembre 2008		
	Canada	États-Unis	Total	Canada	États-Unis	Total
<i>en milliers de dollars canadiens</i>	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Produits	8 473	9 410	17 883	7 878	10 886	18 764
Charges d'exploitation	5 173	6 313	11 486	4 676	7 830	12 506
Amortissement des immobilisations	121	131	252	230	331	561
Amortissement des actifs incorporels et autres actifs à long terme	621	1 756	2 377	758	1 890	2 648
Bénéfice avant les éléments suivants :	2 558	1 210	3 768	2 214	835	3 049
Perte sur disposition d'actifs, provision pour fermeture de bureaux, frais financiers et impôts sur les bénéfices			1 768			725
Bénéfice net			2 000			2 324
Acquisition d'immobilisations ⁽¹⁾	354	20	374	104	305	409

¹ Excluant les immobilisations acquises par l'intermédiaire d'acquisitions d'entreprises.

	au 31 décembre 2009			au 30 septembre 2009		
	Canada	États-Unis	Total	Canada	États-Unis	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Immobilisations	2 443	1 498	3 941	2 212	1 712	3 924
Actifs incorporels et autres actifs à long terme	8 753	34 634	43 387	9 085	36 776	45 861
Écart d'acquisition	7 078	56 693	63 771	7 078	57 755	64 833
Total de l'actif	26 598	99 265	125 863	26 942	103 886	130 828